Un rapport de l'ONU accablant pour Bujumbura et ses services de sécurités

RFI, 21-09-2016 Exactions au Burundi: les enquêteurs de l'ONU dressent une liste de suspects L'enquête indépendante des Nations unies pour le Burundi (EINUB) a annoncé avoir confectionné une liste de personnes soupçonnées d'être responsables de possibles crimes contre l'humanité, et qui seront soumises aux instances habilitées. Une mission d'enquête sur les violations des droits humains au Burundi a rendu mardi 20 septembre un rapport accablant pour le gouvernement et ses services de sécurité. Ces derniers sont accusés d'être responsables de nombreux cas d'exécutions, de disparitions forcées, de viol ou encore de torture entre avril 2015 et juin 2016, période pour laquelle ils ont enquêté au Burundi.

La mission d'enquête de l'ONU a « compilé une liste des auteurs présumés de graves violations des droits de l'homme au Burundi » qui sont le plus souvent « cités par les victimes et les témoins ». Un document qu'elle va soumettre aux mécanismes judiciaires internationaux notamment. Elle ne donne pas plus de détails, mais le président de cette mission, le Sud-Africain Christof Haynes, également rapporteur spécial des Nations unies pour les exécutions extra-judiciaires a donné plus de détails à RFI. « Ce sont des noms qui nous viennent de différentes sources », explique-t-il. « Ce sont des gens haut placés qui viennent du SNR, de la police et dans une certaine mesure de hauts responsables de l'administration. » Pas d'inquiétude dans le camp présidentiel Mais Bujumbura ne semble pas effrayé outre mesure par cette annonce. « Nous ne craignons pas pour les autorités burundaises, parce que nous savons que comme ça s'est passé en Libye ou dans d'autres pays, on commence toujours par une campagne de médisance et de calomnie, d'annonce le responsable de la communication présidentielle, Willy Nyamitwe. « Nous sommes un pays qui a su faire face à cette déstabilisation et nous continuerons à y faire face. » Selon une information de RFI, il y aurait douze noms sur la liste. Des personnes souvent citées dans la terrible répression en cours au Burundi. Il s'agirait notamment du ministre de la Sécurité publique, le général Alain-Guillaume Bunyoni, du patron du SNR, les services secrets burundais, du chef d'état-major de l'armée, mais aussi d'un chef de cabinet du président. Tous membres du premier cercle du pouvoir burundais.